

Je t'invite moi non plus : c'est le blocage politique

- ▶ MR et CDH ont mis toute la pression pour pousser Défi à négocier : interview, communiqué, invitation.
- ▶ Mais le parti d'Olivier Maingain a tout refusé : il ne veut pas discuter de ses propositions sans le PS.
- ▶ PS et CDH devraient rester ensemble à la Communauté, les ministres centristes ne démissionnant pas.
- ▶ Reste à refiler le valet noir...

Nous l'écrivions hier ; c'est encore plus vrai aujourd'hui. Les négociations en vue d'une nouvelle majorité à la Communauté française ont échoué avant même d'avoir débuté. Lundi, dans une succession de déclarations et réactions, invitations et refus, chacun des partis est resté sur ses positions. En une séquence hyper-rapide, après des semaines de tergiversations.

Tôt le matin, Benoît Lutgen le redit (dans *La Libre* et sur *La Première*) : pour le CDH, ce sera sans le PS, désormais qualifié de « communiste » ; pour le président centriste, Défi doit tout simplement rejoindre MR et CDH pour discuter des 80 propositions amarante, et non plus réclamer des pourparlers avec tous les partis, car « l'union des francophones n'existe déjà plus » puisqu'Ecolo refuse d'en être.

Dès 10 h 40, Olivier Chastel embraie par communiqué : « *Le MR n'est pas favorable à une large majorité incluant le PS.* » Et il renforce la pression sur Défi : « *Il est temps de se mettre autour de la table pour aborder les sujets de fond* » et proposer à trois « *une nouvelle offre politique* ».

En entrant en bureau politique, vers 11 h 30, puis à la sortie, Olivier Maingain balaie la pression et répète : pas question pour Défi d'exclure quelque parti que ce soit des discussions. Et il renvoie la balle : « *Ceux qui maintiennent les exclusives sont ceux qui mettent en péril l'avenir de l'enseignement* » ; de toute façon, les institutions francophones peuvent continuer à fonctionner en l'état – avec une majorité PS-CDH côté Fédération et PS-CDH-Défi + trois partis flamands en Région bruxelloise.

Dans l'interview qu'il nous accorde (lire ci-contre), Elio Di Rupo appelle au « *sens des responsabilités* » pour que les majorités en place poursuivent le travail, faute de solution alternative.

À 18 h 30, nouveau communiqué, commun au CDH et au MR

cette fois. Les présidents Lutgen et Chastel prennent acte que leur collègue Maingain ne compte plus prendre d'initiative et reprennent la main : ils l'invitent « *à une première rencontre dans les meilleurs délais afin d'ouvrir une discussion approfondie sur les différentes demandes et propositions* ».

Dans le quart d'heure, Olivier Maingain nous confirme : sa position n'a pas changé. Il rejette donc l'invitation orange bleue. Et le signifiera par écrit aux intéressés ce mardi matin.

Résultat ? C'est bloqué de chez bloqué. Personne ne veut bouger d'un iota. Et chacun tente de refiler le Zwarte Piet, le valet noir, à l'autre...

La guerre de la com' fait rage

A présent que le blocage est acté, la guerre de la communication fait rage. Car perdre une bataille en politique n'est pas (trop) grave pour autant que l'on gagne la guerre de l'info. Voilà pourquoi CDH et MR mettaient une pression maximale sur Défi pour qu'il s'assise à table et les aide à « sauver » la Communauté, puisqu'il se profile comme son premier défenseur. L'idée ? S'il refuse, c'est à lui que l'on pourra reprocher de ne pas avoir tout fait pour l'empêcher de sombrer dans la crise. Et comme la pression ne suffit pas – Maingain ne se laissant pas prendre –, le duo orange bleu passe à l'offensive : l'inviter à discuter de ses propres propositions (pas d'une nouvelle majorité) ; comment pourrait-il refuser ?

Mais Olivier Maingain esquivait encore. Dans l'après-midi déjà, il nous confiait : « *La responsabilité revient à celui qui a pris le risque de débrancher la prise. Nous sommes les seuls à avoir déposé des propositions. Et on ne commence pas une négociation en excluant un partenaire qui est d'accord d'en discuter. Il est temps d'avoir une ambition collective pour l'enseignement, qui dépasse les intérêts partisans, de définir des orientations essentielles et à long terme pour la*

qualité de l'enseignement. Et pour cela, il faut tout le monde à table. Si c'est seulement pour s'offrir la tête du PS, ce sera sans nous. Et c'est définitif. » En clair : « *Défi n'ira pas à une table à trois (avec MR-CDH), mais pas non plus à deux, avec le seul PS.* »

Et la parade CDH-MR de début de soirée n'y change rien, au contraire : « *Leur exclusive à l'égard du PS a encore moins de raison d'être puisqu'ils nous invitent à discuter de nos propositions, dont trois partis, MR, CDH et PS, ont jugé qu'elles constituaient une bonne base de discussion. Pourquoi en rejeter un ?* » C'est toujours à quatre que Défi entend négocier. Un coup orange bleu dans l'eau...

Pas de démission CDH

Sachant que le PS est prêt à « *prendre ses responsabilités* », c'est-à-dire à continuer à gouverner avec le CDH faute de solution alternative (lire l'interview d'Elio Di Rupo) et qu'Ecolo reste au balcon, demeure cette question, résumée par un centriste : « *Benoît va-t-il assumer sa position cohérente jusqu'au bout (pas avec le PS), et faire démissionner ses ministres (deux à la Communauté, un à Bruxelles), ou amorcer une courbe rentrante ?* » Jusqu'ici, et tant qu'un espoir de réussite subsistait, aucune réponse officielle n'a été apportée.

Mais il nous revient que Benoît Lutgen ne compte pas, à ce stade, faire démissionner ses ministres. Parce que, nous explique-t-on, ils n'ont pas commis de faute ; qu'il ne veut pas provoquer de paralysie des institutions ni ajouter de la crise à la crise pour ce symbole ; et qu'il ne souhaite pas laisser toute la politique francophone aux mains des seuls responsables PS, préférant garder une certaine maîtrise des choses. Ajoutons que cette démission forcée aurait pour conséquence de transformer la division latente dans les troupes CDH à Bruxelles en division béante. Mettant en danger le parti lui-même dans la capitale. ■

MARTINE DUBUISSON

AU FÉDÉRAL**Le CDH n'exclut pas une alliance avec la N-VA en 2019**

Et si le changement d'alliance du CDH avait des répercussions à plus long terme au niveau fédéral ? S'il est encore trop tôt pour le dire, le *Standaard* souligne dans son édition du jour une ouverture de la part des humanistes pour gouverner avec... la N-VA. Selon nos confrères, c'est Maxime Prévot qui a dégainé le premier. Le bourgmestre de Namur, et vice-président wallon jusqu'il y a peu encore, était l'invité vendredi dernier du Cedes, le centre d'étude du CD&V. Après avoir réalisé un discours d'introduction, il s'est prêté au jeu des questions-réponses. C'est alors que le Namurois a expliqué que cela ne serait pas un problème de gouverner dans le futur avec la N-VA. Des propos confirmés par le porte-parole du CD&V. Si Maxime Prévot n'a pu être joint par nos collègues, Dimitry Fourny, le chef de groupe CDH au Parlement wallon, confirme le propos dans le *Standaard*. *« Tout évolue. Nous ne sommes pas demandeurs d'une nouvelle réforme de l'Etat en 2019. Mais si la N-VA ne prend pas des mesures supplémentaires vers le démantèlement du pays, on doit pouvoir discuter avec ce parti. »* Il poursuit expliquant qu'*« il y a un besoin de politique de centre-droit en Wallonie »*.

Un discours d'ouverture que les humanistes n'ont pas souvent tenu à l'égard des nationalistes flamands. En 2014, Francis Delpérée traitait ainsi Bart De Wever de *« raciste »*. À l'époque, Benoît Lutgen, son président de parti, le soutenait. Et allait même plus loin : *« On sait ce que De Wever pense de Bruxelles et de la Wallonie, et des francophones en général. On n'a pas besoin de lui pour faire vivre nos régions respectives. »* Désormais, le discours semble avoir bien évolué.

ENTRETIEN

Entre sa réplique aux attaques de Benoît Lutgen d'une part et, de l'autre, la forte probabilité de devoir poursuivre avec le CDH, le président du PS balance – c'est le cas de le dire...

Benoît Lutgen a réédité lundi, dans « La Libre Belgique » et sur Bel RTL, son appel à exclure le PS...

En réalité, il n'a plus aucune colonne vertébrale politique. Il a abandonné toute valeur. Il est dans une opération du sauvetage. Il est devenu un adepte des thèses libérales alors qu'il avait conclu un accord avec le PS. Sa nouvelle ligne, c'est la ligne de la parole non tenue, de la déloyauté et du vide politique sidéral. Tout ce qu'il raconte n'a plus aucune pertinence politique. Il n'a plus aucune crédibilité politique.

Dur.

Vous vous moquez de moi ? C'est moi qui suis dur ? Le traître, celui qui déchire l'accord, les attaques depuis deux mois, la déstabilisation politique inimaginable, ce n'est pas moi quand même... Et tout ça au nom de quoi ? Vous ne croyez pas une seule seconde que c'est le Samusocial ou Publifin ! Il faut rester sérieux. C'est une affaire interne. M. Lutgen est en perdition, il a essayé de faire un coup, c'est tout. Et il faut comprendre le MR, qui doit remercier le bon Dieu : tout d'un coup les portes du gouvernement wallon s'ouvrent devant lui...

Avec Benoît Lutgen, certains soutiennent que les ministres socialistes wallons avaient dévié à gauche, que ça devenait intenable...

Et c'est faux. On a tout fait

pour exécuter l'accord de gouvernement, rien de plus. Nous avons travaillé ensemble sur le système des allocations familiales, sur la mise en place d'une assurance responsabilité pour les personnes âgées, nous avons lancé l'Aviq, le nouveau mécanisme de sécurité sociale wallon, etc. Sur tous ces dossiers, nous avons toujours travaillé de façon correcte.

Benoît Lutgen ne vous avait jamais dit qu'il y avait un problème, qu'il était mal dans ce gouvernement ?

Jamais. Les gouvernements travaillent, les présidents de partis sont associés à certaines discussions dans de très gros dossiers, ça arrive fréquemment, on l'a fait des dizaines de fois, et on a toujours trouvé des solutions. Tout ça se passait de façon optimale. Prenez les portefeuilles ministériels du CDH, vous verrez qu'ils ont bien avancé dans leurs dossiers, avec les ministres socialistes. Permettez-moi !... Paul Magnette, Jean-Claude Marcourt, Pierre-Yves Dermagne, Christophe Lacroix, Eliane Tillieux... Est-ce que vous mesurez la qualité de ces gens ? Et vous voyez de quelle manière quelqu'un comme Benoît Lutgen les a traités ? Est-ce qu'il faut sortir leurs curriculum vitæ ? Ce sont des gens qui font un boulot formidable. Avec une philosophie politique, oui, mais correctement, on ne peut rien leur reprocher !

PS et CDH peuvent-ils poursuivre dans ce climat ?

Je demande un minimum de respect. Il ne faut pas m'en vouloir mais moi, quand on me donne une claque, je ne tends pas l'autre joue. Il est normal et légitime qu'une formation

comme la mienne se défende et réplique quand elle est attaquée de façon aussi infâme.

Cela étant, pour ce qui concerne les gouvernements, je n'ai pas de conseil à donner au CDH, mais je demande ici que malgré la crise qu'il a créée, ce parti respecte les institutions. Et qu'au-delà des attaques verbales, on fasse en sorte que les institutions fonctionnent. Je pense au gouvernement bruxellois. Quant au gouvernement de la Communauté française, j'entends M. Maingain dire qu'il faut un rassemblement des francophones, cela signifie qu'il faudrait réunir des ministres wallons, avec la coalition CDH/MR à Namur, et des ministres bruxellois, avec la coalition CDH/Défi/PS à la Fédération.

Mais cette union ne semble pas possible.

Si la formule préconisée par M. Maingain n'est pas possible, il faut que les institutions continuent.

Vous êtes donc prêt, dans ce cas, à continuer à travailler avec le CDH ?

Oui. Je ne provoquerai jamais de crise institutionnelle. Notre action dans la crise des 541 jours fut un exemple. Je veux la stabilité de nos institutions même si on ne s'aime pas.

Avouez, c'est schizophrénique.

Mais non, c'est simple : j'ai un accord avec le CDH, je ne demande aucune faveur, aucun privilège, juste l'exécution de l'accord afin que nos institutions fonctionnent. Les gens sont capables de le faire. Madame la ministre de l'Éducation a tout à fait les aptitudes pour travailler avec les socialistes à ses côtés. André Flahaut est en train de préparer le budget...

Schizophrénique, dites-vous... Que voulez-vous faire d'autre ? On ne va quand même pas détruire les institutions ! S'il n'y a pas d'autre solution, j'en appelle à un sursaut de responsabilité, malgré tout. M. Lutgen a été jusqu'à l'excès, mais j'en appelle à son sens des responsabilités dans l'intérêt des francophones. J'ajoute que dans

l'équilibre du pays, ce serait dangereux de déstabiliser le gouvernement de la Communauté.

Vous n'excluez donc pas que Benoît Lutgen se ravise vu les circonstances...

Entre le verbe excessif et le sens des responsabilités, il y a le chemin du faisable.

Un « chemin faisable » avec toujours Benoît Lutgen à la tête du CDH ?

Je ne me mêle pas de ça. ■

Propos recueillis par

DAVID COPPI

MARTINE DUBUISSON

ANALYSE

Di Rupo rejoue la carte de la responsabilité

Il l'assure : « *J'ai un autre profil que d'aller me chamailler comme ça. Je suis peiné de devoir répondre aux attaques de Benoît Lutgen.* » Mais le PS est traîné dans la boue « *d'une manière infâme* », ses ministres wallons renvoyés comme des mal-propres, alors le président du PS sort les couteaux. Flingue un ex-allié comme jamais : « *Plus aucune pertinence politique* », « *aucune colonne vertébrale politique* », « *aucune crédibilité* ». Pourtant, enchaîne-t-il, sans autre solution à la Communauté et Bruxelles, « *il faudra avoir suffisamment de sens des responsabilités pour continuer à gouverner ensemble, PS et CDH* ». Ce faisant, Di Rupo joue la carte qui lui a réussi comme Premier ministre : celle de la responsa-

bilité. En 2011, il s'agissait de « *sauver le pays* » ; désormais, il en va, dit-il, de la « *sauvegarde des institutions* » francophones. Réussira-t-il ce coup-là à nouveau ?

Dans cette perspective, restera-t-il à la présidence PS jusqu'en 2019 ? « *Je vous remercie pour cette question, j'y ai répondu dix fois, Paul aussi, que souhaitez-vous qu'on dise de plus ?* » Avec nos confrères du Morgen, nous quittons le siège du PS au moment où Paul Magnette franchit la porte. L'heure est grave au Boulevard de l'Empereur. « *Un parti peut disparaître* », avait lâché le Carolo en interne au printemps dernier. Les deux conviendront que le PS vit sa rentrée politique la plus compliquée et la plus périlleuse depuis 30 ans.

D.CI ET M.A.D.

livre « Je dis qu'au lieu du tax shift, il faut faire un "social shift" »

Votre livre, « Nouvelles Conquêtes », est jugé « communiste » par certains...

Il est normal qu'une formation de gauche soit aussi un contre-pouvoir, on attend de nous que l'on n'aille pas dans le sens du mainstream néolibéral. Il est vrai que la droite n'est plus habituée à ce qu'on la conteste. Elle a la vérité révélée. Un dogme. Les néolibéraux, on ne peut plus les critiquer ! Si on le fait, on est communiste, irréaliste, ou bien c'est impayable, tout cela... Eux, ils peuvent faire ce qu'ils veulent, le tax shift, la flexibilité, pas de problème.

Alors, oui, j'entends certains dire que nos idées sont trop à gauche, d'autres, le contraire, c'est la preuve que le PS a choisi le bon chemin. Et quelle autre formation fait ce travail de réflexion ? Mon livre, au fond, c'est un livre de prospective. Une orientation. Une ligne de conduite. Les propositions fortes se projettent dans un horizon de dix à quinze ans. Avec un grand sujet : les revenus. Car il y a une disproportion considérable entre un certain nombre de personnes qui ont des revenus plantureux et la grande masse des citoyens qui ont des revenus beaucoup trop faibles. Beaucoup de gens travaillent à temps partiel, les salaires ne suivent pas, c'est devenu un énorme problème, nous voulons essayer d'y répondre.

John Crombez, président du SP.A, n'a pas bien accueilli votre bouquin.

On a beaucoup de choses en commun. Relisez ce que John a déclaré le Premier Mai. En fait, ce que propose le SP.A, ce pourrait être la première phase de ce que le PS présente plus largement. Ils parlent d'une « nouvelle vulnérabilité sociale », c'est juste. Ils parlent d'une nouvelle garantie sociale pour les jeunes, une sorte de rentrée financière assurée, et je crois que ça rejoint notre proposition d'un bonus social généralisé. Bref, je dirais que si, demain, nous devions participer à un gouvernement à deux, avec le SP.A, on pourrait commencer par leurs propositions et prolonger avec les nôtres !

Vous prônez la fin de la dégressivité des allocations-chômage... Vous revenez sur certaines mesures prises quand vous étiez au Seize. J'appelle à mettre fin à la dégressivité des allocations car cela contri-

bue à accroître la pauvreté. Quant à mon rôle, il faut distinguer le Premier ministre que je fus et le président de parti que je suis. Avec huit partis en matière institutionnelle, et six au gouvernement, le Premier ministre a fait des compromis, je les ai assumés, et je souligne qu'avec mon gouvernement, la croissance était supérieure à celle de la zone euro, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

Pensions à 65 ans, allocations de chômage... Et la réalité budgétaire ?

Ah ! Nous y voilà ! Mais de quelle « réalité » parlez-vous ? Celle du gouvernement Michel ? Celle des néolibéraux ? Pourquoi n'essaie-t-on pas de faire contribuer les plus grosses fortunes ? Pourquoi ne met-on pas en place une cotisation sociale généralisée pour faire contribuer tout le monde ? Pourquoi pas une contribution des robots ? Pourquoi ne réduit-on pas les niches fiscales qui occasionnent des pertes budgétaires considérables. Le budget, c'est une option politique permanente. Moi, je dis qu'au lieu du tax shift, il faut faire un « social shift ».

Dans votre projet de Manifeste n'apparaît plus le terme de « classe sociale »...

La Charte de Quaregnon date de 1894, il faut l'actualiser, avec des réalités plus complexes que le combat patrons-travailleurs du XIX^e siècle. Prenez les multinationales, où est le patron ? Mais le débat est ouvert. Si les militants veulent réintroduire la lutte des classes, on peut en discuter.

Le PTB dans tout ça ? Proche ou éloigné du PS ?

Le PTB a un système interne et une idéologie communistes, nous ne le sommes pas, nous sommes socialistes. Eux ne tiennent pas compte des contraintes, par exemple les traités européens, nous, nous tenons compte des contraintes. Pour simplifier mon propos, l'homme à abattre pour le PTB, c'est le patron, pour les socialistes pas du tout, on a besoin d'entrepreneurs, d'investisseurs, mais dans une économie de marché loyale et régulée. Ce sont des différences fondamentales et, chemin faisant, nous les expliquerons. ■

Propos recueillis par
D.CI ET MA. D.